

# 2<sup>ème</sup> FORUM FRANCO-ALLEMAND DE LA MÉDITERRANÉE

organisé par le centre franco-allemand de Provence,  
la Fondation Friedrich-Ebert, Bureau de Paris,  
et l'Institut de Recherches et d'Études sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM)

## Scénarios euro-méditerranéens

**AIX-EN-PROVENCE**  
**24 - 26 NOVEMBRE 2005**

**jeudi 24 novembre - 18h 30 à 20h 00 : conférences (Sidamhed Ghozali et Philippe San Marco)**  
Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, 5 rue du Château de l'Horloge - Aix-en-Provence

**vendredi 25 novembre - 9h 00 à 18h 00 : Tables rondes**  
Hôtel Aquabella, 2 rue des Étuves - Aix-en-Provence

**samedi 26 novembre - 9h 30 à 12h 30 : Ateliers**  
Institut d'Études Politiques, 25 rue Gaston de Saporta - Aix-en-Provence

Renseignements : Centre franco-allemand de Provence, tél : 04 42 21 29 12 - [www.cfaprovence.com](http://www.cfaprovence.com)



\* \* \*

Je vous propose une méditation sur le processus euro-méditerranéen en essayant de me protéger de l'affectif. Je dis cela parce que pour les Français, singulièrement pour les gens du sud de la France, nous abordons là un domaine où les émotions souvent nous submergent. Il faut donc essayer de nous en protéger nous-mêmes, au moins dans un premier temps, ne serait-ce que pour s'y abandonner totalement dans un deuxième temps.

C'est dire que je souhaiterai aborder des questions peut-être un peu difficiles ou en tous les cas des questions qui sont souvent difficiles à dire et donc probablement que je ne dirai pas bien et je vous demande de m'en excuser par avance. Je crois qu'il y a des sillons qu'il faut ouvrir si l'on veut sortir du désenchantement dans lequel nous vivons. Et disons-le également d'emblée, je dois dire à nos amis allemands que dans cette affaire nous avons besoin d'eux pour justement nous protéger de nos propres démons et nous apporter une expérience sur la mémoire et sur l'histoire, qui est ce qu'elle est, qui est exceptionnelle.

La méditation que je voudrais vous proposer est structurée autour de **quatre espaces d'idées**.

Premier espace de réflexion, puisque l'on nous parle de scénario euro-méditerranéen, cela suppose qu'il y a un scénariste, quelqu'un qui écrit. Donc, d'abord, avant d'aller plus loin, **qui sont les acteurs de la zone ?**

Un deuxième espace de réflexion visera **les critiques faites au processus dit de Barcelone**, euro-méditerranéen. Nous devons veiller avant d'aller plus loin, au moment du dixième anniversaire, de ne pas nous tromper dans ces critiques. "Le bilan n'est pas enchanteur", c'est le moins que l'on puisse dire. Raison de plus pour ne pas nous tromper sur les critiques.

Attention à se faire plaisir dans la formulation d'un certain nombre de critiques, cela nous permettra –et ce sera le troisième espace de réflexion que je vous proposerai– d'essayer **d'aborder des questions difficiles**, en tous les cas peut-être impossibles à aborder dans des instances internationales, mais qui sont des réalités, des écueils, qui sont devant nous.

Et puis un dernier espace de réflexion veillera, tous ces préalables étant dits, à ce que peuvent être grossièrement et globalement **les perspectives** de scénario.

**Tout d'abord, quels sont les acteurs de la zone ?**

Mesdames et messieurs, il y a quelques semaines, lorsque les responsables européens étaient réunis pour décider si, finalement, les négociations

relatives à l'adhésion de la Turquie allaient commencer oui ou non –on n'est jamais qu'en partenariat que depuis 1963, la question mérite donc peut-être en effet d'être posée– et que nous étions sur une hypothèse de blocage, la presse a rapporté sans qu'il n'y ait de démenti que c'est Condoleezza Rice qui a téléphoné à son homologue autrichien pour lui demander de lever son veto à la discussion à l'ouverture des négociations, en échange de l'acceptation de la candidature de la Croatie, qui jusqu'à présent était bloquée pour des raisons qui tout à coup étaient levées. Je veux parler des criminels de guerre recherchés qui le sont toujours.

Personne ne s'est plaint de la manière dont les choses se sont passées. La France, qui s'était encore agitée sur cette question turque quelques semaines ou quelques mois auparavant, a disparu de la scène. Bref, il y a un grand acteur dans la zone, ce sont **les Etats-Unis d'Amérique**. Et donc, si on veut prendre conscience des scénarii possibles, attention aux premiers scénaristes en chef qui sont les responsables américains, même s'ils ne sont pas les plus impliqués en termes commerciaux ou d'échanges humains, etc. Mais ce sont eux qui sont capables de faire la paix et la guerre, ce qui dans l'histoire des humains est quand même le clivage le plus important.

On le voit en Irak aujourd'hui, on ne peut pas parler de scénario euro-méditerranéen si l'on continue d'avoir ainsi le feu et le sang qui continuent et qui s'amplifient même dans la zone concernée. Je signale que ce qui se passe en Syrie en ce moment est également extrêmement inquiétant et, là-dessus, ce sont bien les Etats-Unis d'Amérique qui sont les principaux acteurs.

Ils ont des clients, qui ne sont pas n'importe lesquels. Ils ont une vision politique de la zone du grand Moyen-Orient, qui a été traitée presque de manière ridicule par les autorités françaises, n'empêche que c'est quelque chose qui s'avance, qui est structuré, qui est pensé. Est-ce que cela réussira ou pas ? C'est autre chose. Mais il y a là une volonté et une ambition. Ils négocient au cas par cas les exemptions en conséquence de l'élaboration d'une justice internationale, ce qui est également quelque chose extrêmement important. Ils négocient des accords commerciaux de libre échange, alors que, nous, nous avons tant de mal ailleurs. Ils exercent une attraction universitaire croissante et qui est en train de devenir plus importante que ce à quoi nous étions habitués jusque-là.

Et il y a quelques semaines, ils ont réuni à Bahreïn le Forum de l'Avenir, c'est-à-dire que l'anniversaire de Barcelone ne leur avait pas échappé : il y a eu une autre célébration, il y a quelques semaines à Bahreïn. Donc, il y a un premier scénariste très important, les Etats-Unis d'Amérique.

Le reste du monde n'est pas absent pour autant. Chacun aura compris, avec la levée des quotas textiles, que **la Chine** est là et qu'elle est en train de bousculer tout le monde et d'abord les gens du Sud de la Méditerranée. **L'Inde** n'est pas loin : les questions agricoles, on le voit, vont faire apparaître clairement que ce pays est un des principaux pays du monde et qu'il va compter de manière tout à fait inattendue pour ceux qui ne suivent pas les affaires. Sans oublier **le Japon**, qui continue de payer très régulièrement et qui est un des principaux financeurs de la zone.

J'ai cité là quelques pays individuellement, mais il y a également ce qui se passe de manière internationale au sein de **l'Organisation Mondiale du Commerce**, au sein de laquelle de grands ensembles se sont structurés, apparaissent, s'affrontent, de manière pacifique mais s'affrontent. Or, dans cette

affaire, la Méditerranée Sud n'apparaît pas, alors que d'autres grands regroupements se sont constitués à cette occasion.

J'en arrive aux acteurs auxquels on pense spontanément, qui sont évidemment **l'Union Européenne**, donc les pays du Sud de la Méditerranée. Mais il est clair pour tout le monde que, de toute façon, l'Union Européenne n'a pas prise sur la paix et la guerre. C'est peut-être aussi bien d'ailleurs, mais c'est une donnée, cela veut dire qu'on laisse cela à d'autres.

L'affaire de l'Irak est évidemment grave, au-delà du problème irakien lui-même, grave pour l'Union Européenne qui a été hélas en division et finalement a laissé un certain nombre de ses membres parmi les plus importants ou parmi les nouveaux suivre les États-Unis dans l'aventure. Le célèbre couple franco-allemand, dont on continue de se féliciter et nous sommes contents que Mme Angela Merkel ait fait sa première visite à Paris, montre bien que là il faut faire attention, rien n'est acquis. Ce couple franco-allemand, aujourd'hui, en tous les cas, en l'occurrence, n'est pas apparu comme opérant.

Quant à l'Est de l'Europe, on a découvert qu'ils étaient atlantistes ; la belle affaire ! Au sortir de décennies de communisme, ils se sont embrigadés derrière le patron de l'OTAN.

Au-delà de l'Irak, ce qui se passe en ce moment sur le dossier de l'atome iranien est également quelque chose qui montre une Europe probablement incapable de prendre ses responsabilités. Dans le cas de l'Irak, on a vu ce qu'il en est. Dans le cas de l'Iran, c'est presque plus grave. On peut s'interroger sur ce que font la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France dans cette affaire. Ne servent-ils pas de caution à la politique des États-Unis, espèce d'édredon en attendant que les choses finalement deviennent sérieuses ? C'est d'autant plus étonnant, en tous les cas pour parler des Français, car n'oublions pas que c'est nous qui avons quand même largement participé à la constitution de l'équipement atomique de l'Iran et de l'Irak. Ce sont les Israéliens qui ont réglé le problème en bombardant l'usine en 1981.

Ce qui se passe en ce moment en Syrie, où là, pour le coup, nous avons la France et l'Allemagne, la France de manière peut-être plus visible, l'Allemagne par le biais de la personnalité du magistrat qui agit, qui est en train de participer qu'on le veuille ou non, à encore une gesticulation des États-Unis d'Amérique qui après avoir considéré que le Liban, c'était aussi bien de le laisser sous la paix syrienne en remerciement de l'engagement de la Syrie dans la première Guerre du Golfe, maintenant tout à coup il faut tout changer ! Là encore, que fait l'Union Européenne ? Donc, soit elle est divisée, soit elle ne fait rien, soit elle est ambiguë, sans parler du spectacle navrant de ce qui se passe évidemment entre Israël et la Palestine, où nous assistons –je parle des européens– (...), qu'il vaut mieux intégrer avant de commencer des rodomontades ou de verser dans l'invective.

Un deuxième exemple pour essayer d'analyser cet acteur de l'Union Européenne dans la zone. Il est quand même profondément marqué par son expérience des Balkans : Srebrenica, le dénouement du Kosovo, ce sont des échecs gravissimes de l'Union Européenne, dont on ne s'est sorti que parce que les Américains sont arrivés et ont tapé. Mais pendant des années, on concilie, etc., petites rivalités allemandes, on se rappelle la présence de Mitterrand à Sarajevo dans une grande confusion, la reconnaissance de la Croatie par l'Allemagne. On sentait que remontaient des mémoires encore pas digérées, issues de la première

guerre mondiale et des alliances qui avaient été faites à ce moment-là par les uns et par les autres.

Nous célébrons en ce moment le dixième anniversaire des accords de Dayton. Comme son nom l'indique, c'est une base américaine ; là, la pax americana, c'est un copié, fini la récréation, vous signez là ! Dix ans après, on re-convoque les mêmes et on leur dit : "Maintenant, vous allez signer autre chose". Et ils vont signer autre chose ! Ce qui montre que, quand même, là il y a quelqu'un qui est capable d'imposer sa loi et dont on peut remarquer d'ailleurs que la perspective politique économique et sociale, c'est : "Vous allez adhérer à l'Union Européenne". Il y a une espèce de partage des rôles qui est extrêmement amer : il y a papa, d'un côté, qui est capable de frapper, et il y a maman, qui paye et qui console ! Mais cela veut dire que le tiers est éternellement un enfant. On le voit bien dans le cas des Balkans. Il faudrait faire attention dans la manière dont on s'exprime sur la Méditerranée Sud, où il y a une espèce de jeu de rôles qui peut nous amener à cautionner ce type d'attitude.

Encore un autre élément de paralysie de l'Union Européenne, chacun l'a compris, la Constitution est bloquée. Ce n'est pas grave en soi, c'est grave pour soi, c'est grave pour ce qui était, pour ce que cela va signifier de choses que l'on ne pourra pas faire et en particulier en politique étrangère. Une présence de la Grande-Bretagne, qui était partie pour être flamboyante sur la base de l'échec du référendum en France, se termine probablement, mais on verra et je souhaite me tromper, dans pas grand-chose. Essayons au moins d'avoir un budget ! Tout ceci n'est pas sans conséquence sur la zone qui nous concerne.

Au fond, l'Union Européenne, acteur de la zone, est évidemment confrontée à une mutation existentielle profonde, autant le reconnaître ! Nous ne sommes plus à l'Union Européenne faite pour la réconciliation des Français et des Allemands auxquels on ajoute des témoins de bonne tenue, Bénélux et Italie. Nous ne sommes plus dans la zone de prospérité face au rideau de fer et aux régimes communistes. Nous sommes dans quelque chose de nouveau, qui peut être plus évident, l'Europe prend son espace, mais qui, du coup et en même temps, est moins volontaire : c'est comme cela parce que c'est ainsi. Là, il est difficile de tenir des politiques longtemps sans qu'il n'y ait une structuration politique qui la motive.

Bref, cette Europe –je tire le trait évidemment– n'est pas nécessairement portée à une grande ambition méditerranéenne. Ses nouveaux membres n'ont pas participé à cette histoire et, disons-le, c'est une zone qui peut paraître comme une zone économiquement marginale, même si c'est faux, politiquement risquée, ceci est plus évident. En tous les cas, il est clair que c'est une frontière et par rapport à laquelle il faut se protéger.

Derniers acteurs de la zone, les Etats de la Méditerranée du Sud, soit pris séparément en tant qu'Etats, soit globalement. Sid Ahmed Ghazali l'a très bien dit, je n'y reviendrai pas, les difficultés y sont énormes. Peut-être pourrais-je dire, plus que lui, que les gouvernements quels qu'ils soient ont fait, dans les dix dernières années, de gros efforts. En même temps, les résultats sont moins rapides que l'évolution des problèmes. Donc, ce n'est pas parce que vous allez à la bonne vitesse, si les problèmes sont plus rapides que vous, vous êtes submergés, ce qui est le cas. Donc, c'est tout le problème de la transition et de la difficulté de celle-ci.

Et en tant qu'ensemble, je n'y reviens pas non plus, il y a eu un sommet l'année dernière à Agadir qui a créé la zone de libre échange entre le Maroc, la

Tunisie, l'Egypte et la Jordanie. Déjà quand on voit ce que cela veut dire sur une carte, on n'a pas commencé par le plus facile. La vérité, c'est un espace totalement cloisonné et divisé, dont le poids relatif dans l'économie mondiale est à la baisse, c'est une donnée statistique, avec un **nombre de populations illettrées et analphabètes énorme**, évidemment avec une majorité de femmes dans celles-ci, des jeunes qui vont arriver sur le marché du travail dans les cinq ans qui sont en nombre colossal, alors même que ces jeunes, majoritairement, ne souhaitent qu'une chose, c'est de s'exiler.

Un ensemble dans lequel l'Etat est fragile et où d'ailleurs sévissent des bandes. On l'a vu en Algérie dans la période la plus critique mais on le voit aujourd'hui où le Hezbollah se réveille parce que la Syrie a besoin de montrer qu'elle est toujours présente. Donc, malgré tous les accords de l'ONU sur "tout le monde doit dégager et les milices doivent se démilitariser", le Hezbollah reste là. Donc, on est dans un ensemble où les choses sont complexes et évidemment avec l'exposition au terrorisme sur lequel je ne reviens pas non plus.

Bref, fin de cette première réflexion, nous sommes face à une **zone instable, dont la fracture ne cesse de s'accroître** et s'est d'ailleurs accrue au cours de la décennie. Est-ce que le processus de Barcelone est pour autant caduc, pour reprendre une expression célèbre ? Est-il défaillant ? En tous les cas, le résultat n'est pas à la hauteur des enjeux. Il est vrai qu'il s'inscrivait dans une autre perspective, qui était une perspective de paix justement, de paix au Proche-Orient.

En tous les cas, les choses aussi sont claires : l'Union Européenne a intérêt à éviter l'effondrement de sa frontière Sud.

Sur cette base, la plus lucide possible, quand on regarde le désenchantement des acteurs du processus euro-méditerranéen, je crois qu'il est nécessaire également de **ne pas se tromper dans les critiques** et de cerner les objectifs. Nous entendons beaucoup de récriminations qui peut-être ne sont pas opérantes et qui peut-être, d'ailleurs, nourrissent même le fait qu'elles ne le soient pas.

Premièrement, "le processus de Barcelone n'aurait pas fonctionné parce qu'il y a trop de bureaucratie européenne". Oui, bien sûr ! Mais l'Union Européenne est bureaucratique et elle ne l'est pas plus sur le processus euro-méditerranéen qu'elle ne l'est sur l'ensemble des politiques à l'intérieur de la zone Europe. Pas de fatalité à l'échec pour autant. Au demeurant, les processus, si on veut poser les problèmes, ont été considérablement améliorés.

Deuxième remarque, sur le fait que l'on entend beaucoup dans les colloques ou les débats internationaux, une espèce de discours culpabilisant, culpabilisé, on peut s'échanger les rôles : "l'Union Européenne préfère l'Est". Autant le dire tout de suite, oui ! Lorsque l'Allemagne de l'Ouest a fusionné avec l'Allemagne de l'Est, pour employer des mots simples, on n'a pas demandé l'avis des autres, ils l'ont donné ! Les accords internationaux, d'accord ! Mais c'était quand même quelque chose d'évident, quelque chose sur quoi il aurait fallu donner en effet la troupe pour s'y opposer, alors même que les conséquences étaient énormes. Et il est vrai que de manière très pragmatique, technocratique, le financement de tout ceci, on n'a pas fini de payer, avec la gestion des taux d'intérêt européens, nous n'avons pas encore

l'euro, les taux d'intérêt allemands étaient très importants, donc il a fallu que la France suive les taux d'intérêt allemands, etc. C'était normal, voilà, c'est ainsi ! Donc c'est une critique inopérante.

Autre critique un peu plus vaste, "l'Union Européenne préférerait investir à l'Est". Disons-le, oui ! Ce n'est pas la peine de biaiser. Et pour cause ! Nous avons là des pays européens, mais surtout des pays qui ont fait preuve d'efforts colossaux pour adhérer à l'Union Européenne, avec une volonté politique d'adhésion : "on sait où l'on va, on est candidat, vous nous donnez quinze kilomètres de papier de feuille de route, on va tout remplir et quand on est prêt, on rentre !" C'est quelque chose qui a été fait. Donc, qu'il y ait des investissements massifs dans ces pays-là, c'est normal. Au demeurant, les chiffres des investissements de la Banque Européenne d'Investissement sont à peu près équilibrés entre ses implications dans la zone Est de l'Europe et dans la zone Sud de la Méditerranée. Mais en tous les cas, je crois qu'il est peut-être souhaitable que s'entende de temps en temps le fait qu'il n'y a pas de droit naturel à ce que les pays du Sud aient une équivalence de financements des pays de l'Est. Il faut sortir de cela !

Autre critique que l'on entend beaucoup, "l'Union Européenne impose la zone de libre échange au Sud". Mais si on ne la veut pas, on ne la fait pas, et puis c'est tout ! Il n'y aura pas mort d'homme ! Personne n'impose rien à personne ! Il faut sortir justement d'attitudes infantiles. Les Etats du Sud de la Méditerranée sont adultes, ils décideront ce qu'ils voudront. Cela étant, ils sont mieux placés que ceux qui portent ce genre de critique de ce côté-ci de la Méditerranée. Qu'en serait-il à ce moment-là de l'insertion de ces pays dans le commerce mondial, dans l'économie du monde ? C'est ce qui est important et qui s'impose de toute façon, Union Européenne ou pas ! Je vous signale à cet égard que le nombre de délocalisations de l'Union Européenne dans ces pays-là ne peut aller que croissant dans cette affaire. C'est donc un effort qu'il ne faut pas négliger et qui est inévitable.

On entend également parler du fait que **le déficit commercial est inégal**, indépendamment des hydrocarbures. Oui, il est inégal ! Il faudrait le combler, mais on n'est pas dans l'économie administrée avec l'Union Soviétique, on ne signe pas un accord et puis on va acheter... Non, tout ceci est fini ! L'économie administrée, c'est terminé !

Or, qu'est-ce que l'Union Européenne peut importer des pays de la rive Sud ? Que peuvent-ils exporter ? La question va être vite réglée : quasiment rien. Avec le cas particulier des produits agricoles, sur lequel en effet il y a quelque chose à faire, à condition que l'Union Européenne –je me permets de le dire au passage– ne se mette pas à importer massivement des produits agricoles qui contiennent 80 % d'eau, parce que là nous participerions nous-mêmes à la destruction de l'économie rurale de ces pays.

Bref, on le voit les critiques faites au processus euro-méditerranéen me paraissent relever d'un discours qui est souvent inopérant, alors même que cette tendance à l'éloignement, à la distanciation polie va s'accroître. Le mot de voisinage et non plus celui de partenariat pour qualifier désormais l'espace de la relation euro-méditerranéenne est à cet égard lourd de contenu. Si l'on n'y prend pas garde, et loin des critiques inopérantes, il y a de vraies tendances lourdes à la distanciation. Je voudrais en citer trois.

Tout d'abord, **l'affaire des Balkans**. Je n'y reviens pas, c'est une question qui n'est pas réglée et qui ne se réglera que par les adhésions successives, y

compris la Serbie, qui sera le point d'orgue. Donc, ceci va nous occuper longtemps en Europe et cela va être difficile.

**L'affaire turque** est évidemment une question majeure. Chez nous, nous avons vu les Turcs comme des Musulmans, mais ce ne sont pas des Arabes ! Veuillez m'excuser de revenir à des choses simples. En Turquie, d'ailleurs, l'Etat a été conçu au moment où dans l'imaginaire collectif, sur lequel je ne me prononce pas, l'émergence du nationalisme arabe poussé par les Britanniques au moment de l'effondrement de l'Empire ottoman a été vécue comme une trahison à l'égard de l'Empire ottoman. Donc, il ne faut pas penser que la Turquie est un premier pas vers les pays arabes : cela n'a strictement rien à voir, c'est bien autre chose ! Et c'est un Etat qui, à l'égard des pays arabes, a tapé dur pour se différencier d'eux : l'abolition du califat, c'est quelque chose dont on est en train de découvrir aujourd'hui l'onde, l'écriture ; le foulard, à l'égard duquel les problèmes franco-français apparaissent comme bénins ; l'affirmation militante, j'allais dire militaire, de la laïcité, et on voit l'excellent livre d'Orhan Pamuk qui vient de sortir, qui a d'ailleurs été primé en France. La Turquie qui est un allié d'Israël, le principal et seul allié d'Israël dans la zone. Et la Turquie qui, par ses frontières mêmes, fait que l'Union Européenne est désormais confrontée à sa propre responsabilité dans la zone frontalière, c'est-à-dire l'Arménie et la Géorgie. Bref, on va continuer !

Le Président roumain est en ce moment reçu à Paris, que nous dit-il ? Nous avons là un pays qui peut-être dans un an, deux s'ils ne sont pas bons élèves, sera membre de l'Union Européenne. Et donc la géopolitique, dont est porteuse la **Roumanie**, va nous amener à des préoccupations par rapport auxquelles la rive Sud de la Méditerranée est sans importance ou de moindre importance, qui sont celles de la Mer Noire et de la Mer Caspienne. Voilà des nouvelles frontières pour l'Union Européenne.

Attention, donc, lorsque l'on fait le bilan du processus de Barcelone, à partir sur des débats faciles et complaisants, d'abord cela n'intéressera personne, n'embraye pas sur l'opinion publique, mais alors même que la réalité fait que peut-être la distanciation va s'aggraver.

C'est dire, pour terminer cette deuxième réflexion, attention aux fausses critiques ! Attention à coller au réel ! J'allais dire, à cet égard, qu'il y a une espèce de triangle visqueux dont on ne sait jamais par quel bout le prendre –c'est toute la difficulté de l'exercice politique mais c'est aussi sa noblesse– entre, d'un côté, une transition économique et politique ou politique et économique, on ne sait pas ce qui va tirer l'autre, le problème de la transition, un indicateur –et cela fait mal à entendre et à dire– mais il n'y en a qu'un qui parle au peuple, c'est celui des phénomènes migratoires, c'est l'indicateur qui nous parle. Et le troisième sommet du triangle, l'Union Européenne, là-dedans, que fait-elle ? Quel est son rôle ? Est-ce qu'elle se barricade ? Ce n'est pas bien. Est-ce qu'elle agit ? Mais comment et avec qui surtout ? Elle n'est pas en territoire conquis, c'est terminé cela ! Donc, quelle est la demande qui est formulée ?

Donc, les questions de **transition** sont évidemment... nous avons avec les Allemands des gens qui ont peut-être une meilleure expérience que nous, les Espagnols également ont vécu ceci : **comment sortir d'une économie de rente** ? Ce n'est pas facile : faiblesse des marchés, cloisonnements, règles juridiques floues. Jean Robert Henry citait mes responsabilités dans l'association Finances



